

Compte rendu technique et financier

compte rendu d'exécution intermédiaire relatif à la tranche
n° 1



convention-programme

*Titre du projet : Programme d'Appui au développement Local
de la région de Mopti et d'Education au Développement dans
les Yvelines (PADLM –EAD)*

Convention n° AFD CML 1351-01T

Période couverte par le présent compte rendu: 1er juin 2014-30 juin 2015

Date de rédaction du présent compte rendu : juin 2015

Nom de la personne référente à contacter si nécessaire : Didier OUEDRAOGO

Nom de l'ONG : ACTION MOPTI

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AE	Académie d'Enseignement
AESN	Agence des Eaux Seine Normandie
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIMF	Association Internationale des Maires Francophones
AJLM	Association des jeunes lecteurs de Mopti
ANICT	Agence Nationale des Investissements des Collectivités Territoriales
ARM	Assemblée Régionale de Mopti
ASACO	Association de Santé Communautaire
ATPC	Assainissement Total piloté par la communauté
BICO	Bilan Communal
CAPE	Centre d'Animation Pédagogique
CASQY	Communauté d'Agglomération de St Quentin en Yvelines
CECI	Coopération canadienne
CEFODE	Coopération et formation au développement
CFEPCEF	Certificat de Fin d'Etude du Premier Cycle de l'Enseignement Fondamental
CCO	Comité Communal d'Orientaion
CGS	Comité de gestion scolaire
CRSB	Comité Régional de suivi budgétaire
COSC-EPT	Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Education Pour Tous au Mali
CRSB	Comité Régional de Suivi Budgétaire
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientaion, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement
CLOCSAD	Comité Local d'Orientaion, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement
CROCSAD	Comité Régional d'Orientaion, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement
CSC	Centre de Santé de Cercle
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSCR	Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté
CSREF	Centre de Santé de Référence
CTDL	Collectivités Territoriales et Développement Local
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DRDSES	Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
DRH	Direction Régionale de l'hydraulique
DRJSAC	Direction Régionale de la Jeunesse, du Sport, des Arts et de la Culture
DRPF	Direction Régionale de la Promotion de la Femme
DRPSIAP	Direction Régionale du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'aménagement du Territoire et de la Population
DRS	Direction Régionale de la Santé
EAD	Education Au Développement
ECED	Espaces Communautaires d'Expression Démocratique
EDEN	Energie Déplacement Environnement
FADL	Fonds d'Appui au Développement Local

FERASCOM	Fédération des associations de santé communautaire
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FLE/FOS	Français langue étrangère/Français sur objectifs spécifiques
F3E	Fonds pour la Promotion des Etudes préalables, Etudes transversales et Evaluation.
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IEC	Information Education Communication
IFM	Institut de Formation des Maîtres
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
OMD	Objectifs du millénaire
OCB	Organisation Communautaires de Base
ONUFEMMES	Organisation des nations unies pour la promotion et l'autonomisation de la femme
OSC	Organisation de la Société Civile
PACR	Programme d'Appui Aux Collectivités Rurales
PADLM-EAD	Programme d'Appui au Développement Local de la région de Mopti et d'Education dans les Villages
PDC	Programme de Développement Communal
PDES	Programme de Développement Economique et Social
PDSEC	Programme de Développement Social Economique et Culturel
PGP	Programme de gouvernance partagée (Phase 2)
PHAST/SARAR/GIRE	Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement/Gestion intégrée des déchets
PISE	Programme investissement du secteur éducatif
PMR	Programme de Micro-finance Rurale
PREFOD	Programme Régional de Formation des Acteurs de la Décentralisation
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation
PRODEJ	Programme Décennal de Développement de la Justice
PRODESS	Programme décennal de Développement Social et Sanitaire
PROTOS	ONG belge (eau, assainissement, intermédiation sociale)
PRPM	Programme de Réduction de la Pauvreté à Mopti
PS-Eau	Programme Solidarité Eau
PTAT	Plan triennal d'appui technique
REPTA	Réseau Education Pour Tous
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence Américaine de Développement International

I/ Rappel succinct du contexte initial de mise en œuvre du projet

1. Zones géographiques prévues par l'action

Au Mali, le programme couvre 34 communes des cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza, Mopti, Koro, Bankass, Tenenkou et Youwarou de la région de Mopti, soit 5 communes urbaines (Mopti, Djenné, Bandiagara, Tenenkou et Douentza) et 29 communes rurales (Konna, Kounari, Bassirou, Sio, Socoura, Borondougou, Fatoma, Fakala, Madiama, Dandoukou-Fakala, Sangha, Pignari-Bana, Soroly, Doucombo, Dourou, Dandoli, Danagal-Boré, Dougoutènè 1, Dougoutènè 2, Diallassagou, Kani Bonzon, Koro, Youdiou, Barapireli, Bankass, Ségué, Diafarabé, Dia et Youwarou)

En France, le programme d'Education au Développement (EAD) couvre la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines (CASQY), la commune de Maurepas et les communes voisines.

2. Calendrier prévu des réalisations

Le calendrier prévisionnel des activités du PADLM 2 de l'année 1 couvre la période allant du 1er juin 2014 au 31 mai 2015

3. Description succincte de l'action, rappel des objectifs de départ et de la problématique visée

Le Mali est en train de se remettre de la crise socio-politico-sécuritaire qu'il traverse depuis janvier 2012. Avec l'élection du nouveau président et les élections législatives, toutes les institutions de la république sont en place et la signature définitive de l'accord de paix le 20 juin 2015 augure de suites plus favorables.

Mopti, 5^{ème} région économique et administrative du Mali et zone d'intervention du programme, est l'une des régions les plus pauvres du Mali. Le niveau de formation des élus sur les modules de base de la décentralisation reste faible, entraînant des difficultés à gérer et/ou mobiliser les ressources financières pour prendre en charge les besoins des populations surtout avec la fermeture du programme de gouvernance partagée.

Au Mali

L'objectif du programme est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu urbain et rural, par une approche qui tient compte du contexte politique, économique, social et culturel.

La phase 2 du PADLM est la suite logique de la phase 1 du même programme dont l'évaluation a permis d'identifier les problèmes suivants :

- La faible capacité des élus locaux à mettre en place des services publics efficaces et efficients
- Une société civile émergente, peu opérationnelle et peu performante
- Un faible accès des populations aux services sociaux de base

En France. EAD-SI

Les questions africaines sont peu évoquées par les médias. Dans une situation géopolitique complexe, il est utile qu'un travail d'explication sur les enjeux et les déséquilibres soit mené auprès des habitants de Maurepas et des villes voisines, que seuls des spécialistes peuvent apporter et qui peuvent être mieux compris à partir de l'expérience d'Action Mopti, dans la région de Mopti.

A travers un tel programme, Action Mopti entend contribuer au renforcement des acquis du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) élaboré par le Mali pour la période 2007-2011: « lutter contre la pauvreté par des prestations de services socio-économiques améliorées et par la décentralisation », et en France, mobiliser les habitants de Maurepas et des communes voisines (bassin saint-quentinois) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali.

Rappel des objectifs de départ

Objectifs généraux:

- Contribuer au renforcement des capacités d'administration et de bonne gouvernance des collectivités partenaires afin de générer une dynamique de développement territorial durable
- Contribuer au renforcement du partenariat et de la solidarité entre les sociétés civiles française et malienne.

Objectifs spécifiques :

- Améliorer la gouvernance locale et le développement local dans les zones d'intervention du programme
- Améliorer et renforcer l'accès des citoyens aux services sociaux de base (santé, éducation, culture, hydraulique, hygiène, assainissement...) pour leur bien-être et celui de leurs familles
- Sensibiliser et mobiliser les habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignièrès, CASQY) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali.

4. Principaux partenaires prévus et rôle dans le projet

Les ressources prévisionnelles de la deuxième année du PADLM 2-EAD doivent être assurées par l'AFD à hauteur de 40.9% et le montant restant par :

- Ressources d'origine privée (Fonds propre et adhésions Action Mopti, PROTOS, laboratoires, PMR, Care international et EDEN) à hauteur de 17,3%
- Ressources d'origine publique (SEDIF, Communauté d'Agglomération St Quentin-en-Yvelines, Ville de Maurepas, Ville de Coignièrès, Conseil Général des Yvelines, UNICEF, USAID / PGP, ONUFEMMES et l'AGENCE DES EAUX SEINE NORMANDIE) à hauteur de 41.8%

5. Groupes cibles prévus

Les populations des huit cercles sont les principaux bénéficiaires du projet. Sa mise en œuvre s'appuie sur les élus locaux, acteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau-hygiène et assainissement, et les associations et groupements communautaires.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, les groupes cibles prévus sont 576 élus, 102 agents communaux, 1100 membres des organisations de la société civile et des communautés de base, 39 professionnels issus des collectivités territoriales, 1 545 membres de groupements de femmes et hommes démunis.

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs au niveau de l'enseignement formel sont tous les élèves des écoles partenaires du premier cycle, qui bénéficient des animations lecture et d'un accès au livre, soit un total de 17 écoles.

En estimant à 75 le nombre d'élèves par classe, le programme d'accès à la lecture devrait toucher environ 6000 élèves, âgés de 6 à 14 ans. Au niveau de l'alphabétisation en français, c'est environ 500 jeunes adultes analphabètes ou illettrés impliqués dans la vie active qui bénéficient de cours du soir.

Les bénéficiaires des formations sont les conseillers pédagogiques, 120 enseignants et directeurs en poste dans les écoles partenaires et les élèves maîtres de l'IFM.

Les femmes et les enfants sont les bénéficiaires directs des actions sanitaires. Il s'agit des femmes de 15-45 ans et des enfants de 0-5 ans. Les cibles directes sont les femmes leaders bénévoles regroupées en association intervenant en appui aux actions de sensibilisation et d'éducation sanitaire, les élus, les membres des organes dirigeants des ASACO, les agents et auxiliaires de santé (matrones, accoucheuses traditionnelles, infirmières obstétriciennes et sages-femmes).

Dans le cadre de l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale, les bénéficiaires directs du programme sont les jeunes (futurs citoyens) et les adultes des Yvelines en France. Les groupes cibles sont les élèves et les enseignants des établissements scolaires, ainsi que les adultes des communes de Maurepas et communes voisines.

II/ Le cas échéant, principales évolutions intervenues dans le contexte du projet durant la période écoulée

1. Dans le contexte politique, économique ou social

La situation sécuritaire au nord-Mali se caractérise par la signature des « accords d'Alger » le 15 mai 2015 par le gouvernement malien et les groupes d'auto-défense favorables à cet accord ; la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) vient de signer ces accords le 20 juin 2015. Ceci augure d'une normalisation de la situation sécuritaire; mais il y a lieu de signaler la recrudescence des attaques de groupes armés dans la région de Mopti (surtout les cercles de la zone inondée : Youwarou, Tenenkou, Mopti et une partie de la zone exondée : Douentza) ; ce qui rend un peu difficile notre intervention dans ces zones.

L'espoir est permis car la majorité de la population adhère à l'esprit des « Accords d'Alger ». L'organisation des élections régionales et communales plusieurs fois reportée a été programmée pour le mois d'octobre 2015. Cela permettra le renouvellement des organes délibérants des communes et des régions et une bonne planification des interventions.

2. Dans le calendrier de réalisation (période effectivement couverte)

La période effectivement couverte par les activités du PADLM 2 an 1, va du 1er juin 2014 au 30 juin 2015, soit 13 mois.

3. Dans les zones géographiques effectivement couvertes par l'action

Le programme se réalise dans deux zones : en France et au Mali. Seule la zone du Mali a connu une modification.

Au Mali, le programme couvre effectivement 34 communes des cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza, Bankass, Koro, Mopti et deux nouvelles cercles (Youwarou et Tenenkou) de la région de Mopti avec 6 communes urbaines (Mopti, Djenné, Tenenkou, Bandiagara, Bankass et Koro) et 28 communes rurales (Fatoma, Konna, Borondougou, Kounari, Bassiro, Sio, Socoura, Madiama, Fakala, Dandougou-Fakala, Sangha, Dandoli, Pignari-Bana, Doucombo, Dourou, Soroli, Dangal-Boré, Dougouténé1, Dougouténé2, Youdiou, Barapireli, Diallassagou, Segué, Kani-Bonzon, Douentza, Youwarou, Dia et Diafarabé), réparties comme suit :

Zones d'intervention	Population (RGPH-2009)	Nombre de communes	Communes couvertes par le PADLM
Cercle de Mopti	368 512	15	Mopti, Fatoma, Konna, Borondougou, Kounari, Bassiro, Sio, Socoura
Cercle de Bandiagara	317 965	21	Bandiagara, Dandoli, Sangha, Pignari, Bana, Doucombo, Dourou, Soroly
Cercle de Djenné	207 260	12	Djenné, Fakala, Madiama, Dandougou, Fakala
Cercle de Douentza	247 794	15	Dangal-Boré
Cercle de Koro	361 944	16	Dougouténé1, Dougouténé2, Youdiou, Barapireli, Koro,
Cercle de Bankass	263 446	12	Diallassagou, Bankass, Segué, Kani-Bonzon
Cercle de Tenenkou	162 924	10	Tenenkou, Dia, Diafarabé
Cercle de Youwarou	108 523	7	Youwarou

Concernant les principaux partenaires et parties prenantes impliqués dans le projet

Les partenaires initialement prévus sont :

AFD

PROTOS, laboratoires, PMR, Care international et EDEN

SEDIF, Communauté d'Agglomérations St Quentin-en-Yvelines, Ville de Maurepas, Ville de Coignières, Conseil Départemental des Yvelines, UNICEF, USAID / PGP, ONUFEMMES et l'AGENCE DES EAUX SEINE NORMANDIE

Les partenaires effectivement impliqués sont :

AFD

EDEN

- Communauté d'Agglomération St Quentin-en-Yvelines, Ville de Maurepas, Ville de Coignières, Conseil Départemental des Yvelines, UNICEF, PMR/FIDA

Les nouveaux partenaires sont :

- la mairie de Mopti/PACUM (Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali)
- FCI-CAEB/Pays-Bas
- le Conseil Départemental des Yvelines
- Consortium OXFAM, SNV, ICCO/ Pays-Bas
- CIVM Conseil régional de Mopti

4. Concernant les groupes cibles mobilisés

Le PADLM 2, conformément aux recommandations de l'évaluation du PADLM 1, s'est étendu aux huit cercles que compte la région de Mopti. Les nouveaux cercles sont Youwarou et Ténenkou. Sa mise en œuvre s'appuie sur les élus locaux, acteurs de l'éducation, de la santé, de l'Eau Hygiène Assainissement, associations et groupements communautaires des 8 cercles.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, les groupes cibles mobilisés sont les élus des 34 communes, les agents communaux et les membres des organisations de la société civile et des communautés de base ainsi que les professionnels issus des collectivités territoriales.

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs au niveau de l'enseignement formel sont tous les élèves des écoles partenaires du premier cycle à Mopti, Sévaré, Konna, Fatoma et Diambacourou qui bénéficient de l'accès au livre et des animations lecture. Concernant les cours dispensés dans les centres Alpha, les bénéficiaires directs sont les jeunes analphabètes et/ou illettrés.

Par rapport aux bénéficiaires mobilisés pour les formations, il s'agit des élèves maîtres de l'IFM, les enseignants, les directeurs des écoles partenaires et les conseillers pédagogiques des CAP qui ont été formés à l'animation lecture et à la gestion des coins de lecture.

En matière d'eau, hygiène et assainissement, les communautés de 42 villages et les enseignants et élèves de 50 établissements scolaires sont les bénéficiaires.

Les groupes cibles mobilisés dans le cadre du secteur santé : il s'agit des femmes de 15-45 ans et des enfants de 0-14 ans, des relais de communication intervenant en appui aux actions de sensibilisation et d'éducation sanitaire, des élus, des membres des organes dirigeants des ASACO, des agents et auxiliaires de santé (matrones, accoucheuses traditionnelles, infirmières obstétriciennes et sages-femmes).

5. Concernant les activités prévues

Les activités de formation spécifique et de renforcement de capacités des élus, en planification, montage de budgets, gestion du patrimoine, gestion de ressources humaines, en passation et suivi des marchés avaient été prévues mais non réalisées entièrement.

En revanche, les activités relatives au renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile ainsi que celles relatives à l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les énergies renouvelables, la coopération décentralisée et l'éducation au développement (EAD) se sont déroulées normalement.

III/ Les réalisations - (3 à 15 pages maximum)

Z. tableau synthétique

Objectifs spécifiques	RESULTATS ATTENDUS	Principales ACTIVITES de la tranche 1	Principales Activités réalisées au cours de la période	Indicateurs prévus de suivi de la tranche 1 (à chiffrer si possible)	Indicateurs de suivi mesurables en fin de tranche 1
Objectif 1 : Améliorer la gouvernance locale et le développement local dans les zones d'intervention du programme	Résultat 1 : Les capacités d'administration et de gestion des collectivités partenaires sont améliorées	Formation et renforcement des capacités des élus	Formation des élus en gestion de ressources humaines, en passation et suivi des marchés par le PACUM (composante 1 : dotation de renforcement des capacités) de la commune urbaine de Mopti	65% des collectivités partenaires ont des commissions de travail fonctionnelles	Les communes chefs-lieux des 8 cercles, Fatoma, Konna, Bassirou, Socoura, Dandoli, Soroly, Madiama, Dandougou Fakala, Dangalboré, Diallassagou (18/34 soit 53%)
		Appui à l'élaboration et au financement des programmes et budgets annuels	Les budgets et programmes annuels ont été réalisés par les communes Les comptes administratifs ont été élaborés et adoptés par les organes de délibération Appui d'AM à la restitution du compte administratif de la commune urbaine de Mopti dans le cadre du PACUM le 23 mai 2015	85% des collectivités établissent un budget primitif et élaborent un plan de développement 85% des collectivités partenaires présentent un bilan annuel et organisent annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif	Les 34 collectivités territoriales (100%) ont établi leurs budgets primitifs et élaboré leurs plans de développement et leurs comptes administratifs 100% des collectivités présentent un bilan annuel et organisent des réunions publiques de restitution
		Appui à la formation et au renforcement de la société civile	20 membres de l'AJLM ont été formés en pédagogie de remédiation ; - Formation de l'association d'usagers d'eau potable de la ville de Bandiagara en		

			<ul style="list-style-type: none"> assainissement ; - Organisation/création d'un cadre de concertation entre SOMAGEP, SOMAPEP et la mairie de Bandiagara ; - 360 femmes (60 par commune) ont été formées sur les techniques de transformation des produits locaux, de conservation, de labellisation et de commercialisation - 105 enseignants et 105 Comités de gestion scolaire formés en hygiène et assainissement ; - 45 clubs d'hygiène mis en place au niveau de 45 établissements scolaires dans les cercles de Bandiagara et Koro ; - 54 comités villageois d'assainissement mis en place et formés en hygiène et assainissement ; - 1950 personnes démunies accompagnées dans le cadre de la micro finance rurale (formation en alphabétisation fonctionnelle, gouvernance, plan d'affaire et mise en relation avec les services financiers décentralisés dans le cercle de Mopti 		Signature d'une convention entre la mairie de Bandiagara et la SOMAGEP/SOMAPEP
	Résultat 2 : le processus d'intercommunalité est amorcé dans deux cercles de la région de Mopti	Appui à la réalisation d'une étude complète des communes volontaires (population, état sanitaire, inventaire du patrimoine lié à l'eau et l'assainissement, bilan	Concertations en cours entre les dirigeants du Consortium « commune urbaine de Mopti et commune rurale de Socoura	1 syndicat intercommunal mis en place (équipe dirigeante)	Mise en place d'1 Syndicat inter collectivités du consortium

		des besoins et stratégies intercommunales)	pour la mise en place du Syndicat		Mopti/Socoura dans le cadre du projet de relance de l'économie locale
		Appui à l'élaboration et adoption des documents (statuts et règlements) pour la mise en place de syndicats intercommunaux			
		Appui à la mise en place du bureau des syndicats intercommunaux			
	Résultat 3 : l'accès des femmes aux ressources économiques et aux instances de décision est amélioré	Appui au renforcement des capacités économiques des femmes	Appui à la mise en place de 6 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux dans 6 communes.	6 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux mises en place	6 unités réalisées dans 6 communes
		Le développement du leadership féminin et la participation des femmes aux élections et aux instances de prises de décisions		200 candidates potentielles identifiées pour les élections communales à venir	En attente des élections prévues pour octobre 2015
	Appui à l'intégration de la dimension genre dans les stratégies, politiques et programmes de développement ainsi que la budgétisation des communes		60% communes partenaires ont adopté la PBSG dans le cadre de leurs budgets et plans de développement	26,50% des communes (09 sur 34 : Mopti, Kounari, Dangalboré, Pignari Bana, Dandougoufakala, Dougoutènè1, Bankass, Tenenkou et Youwarou) ont adoptées la PBSG	

	Résultat 4 : l'économie locale est relancée grâce à la filière pêche	Participation à la création d'une unité de conservation et de transformation du poisson	Appui à la mise en place d'une station d'alevinage, d'une fabrique de glace et construction de magasins dans le cadre du projet d'appui à l'aquaculture (Consortium Mopti Socoura) (CASQY-CG78)	1 unité de conservation et de transformation du poisson mise en place par les partenaires est fonctionnelle	Démarrage en cours du projet de relance de l'économie locale (Consortium Mopti Socoura) (CASQY-CG78)
--	--	---	---	---	--

Objectif 2 : Faciliter l'accès des citoyens aux services sociaux de base (santé, éducation, culture, hydraulique, hygiène, assainissement...) pour leur bien-être	Résultat 5 : La gestion des services sociaux de base dans le secteur de l'éducation est améliorée	Appui à l'amélioration de la lecture et l'expression en français des enseignants et élèves de façon durable	412 animations hebdomadaires dans les classes de 5 ^{ème} , Formation de 104 enseignants, de 17 directeurs et 5 conseillers pédagogiques des écoles partenaires à l'animation lecture et à la gestion des coins de lecture, Formation de 490 élèves maîtres de l'IFM aux techniques d'animation lecture, Distribution de 982 livres croco (document pédagogique) aux élèves maîtres de l'IFM, Dotation des écoles partenaires en bibliothèques et livres (albums), Edition et distributions de 6960 crocolivres aux élèves des écoles partenaires,	1000 élèves maîtres de l'IFM formés aux techniques d'animation autour du livre	982 élèves maîtres (98%) ont été formés aux techniques d'animation
---	---	---	---	--	--

			Organisation du défi lecture entre les écoles partenaires, Organisation de l'aide aux devoirs pour 120 élèves de faible niveau dans une école partenaire, Organisation des cours d'alphabétisation en français dans les 4 centres (Mopti, Médina Coura, Sévaré et Konna).		312 auditeurs formés en alpha du lundi au samedi (02h par jour), 12 h/semaine
		Appui à l'éducation formelle	réhabilitation et équipement de 3 salles de classe à Bogo dans la commune rurale de Borondougou	3 salles de classe réhabilitées ou construites et équipées	3 salles de classe en cours de réhabilitation à Bogo
		Accompagnement de l'alliance Franco-Malienne de Mopti dans la Mise en place d'événements culturels et éducatifs (cours en ligne par Internet, formation aux NTIC)	formation aux nouvelles technologies de la communication et de l'information ; 48 personnes formées en NTIC Organisation concours défi lecture et talents de la cité	80% du programme d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) sont réalisés	100% du programme d'animation est réalisé
	Résultat 6 : La fourniture des services sociaux de base en santé est améliorée	Promotion des pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes	645 concessions (???) visitées. Emissions radiophoniques non réalisées	500 ménages (???) sont formés sur les bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes	645 ménages (???) ont intégrés les bonnes pratiques
		Renforcement des capacités de gouvernance et de la qualité des services en santé	-Formation en gestion, gouvernance, référence évacuation des élus des ASACO/FELASCOM	2 CSCOM réhabilités et équipés et 50 agents formés en SR	183 élus, membres des ASACO/ FELASCOM ont été formés, 30 agents en SR formés et 2 CESCO en cours de réhabilitation
		Renforcement de la prévention du du paludisme et de la malnutrition	Mise en œuvre du projet de lutte contre le palu dans 3 quartiers de Mopti 38 relais formés à la prise en	300 familles visitées pendant la saison d'hivernage pour le dépistage du palu et de la malnutrition	645 concessions visitées.

			charge, 62 enfants traités contre le paludisme grave, 42 enfants dépistés malnutris.		
			Orientation des enfants vers les centres de soins par les relais communautaires	Les enfants dépistés sont orientés vers des centres de soin, de distribution de complément alimentaire	613 enfants référés
			Promotion de l'hygiène assainissement dans les villages	70 villages des 34 communes d'intervention ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles	42 villages sur 70 prévus des 34 communes (60%) ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles
Résultat 7 : La fourniture des services d'eau et d'assainissement est améliorée	Promotion de l'hygiène en milieu scolaire	Promotion de l'hygiène assainissement en milieu scolaire	50 établissements scolaires des 34 communes d'intervention ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles	45 sur 50 établissements scolaires des 34 communes (90%) ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles	

	Résultat 8 : Le développement durable et le recours aux énergies renouvelables sont renforcés	Formation et suivi des projets des partenaires en énergie renouvelable	4 séances d'IEC portant sur l'information des bénéficiaires sur les kits et les différentes conduites à tenir pour leur utilisation optimale avant et après les installations. les informations et sensibilisation ont portés sur : Le nettoyage périodique des panneaux, Le respect des indicateurs de charge et de décharge, Ne pas brancher les appareils sur la batterie directement, Ne pas utiliser des appareils non appropriés à la capacité des kits, Le danger lié à la mauvaise utilisation des kits et de l'électricité en général	Action Mopti appuie à Konna son partenaire, EDEN, dans la promotion des énergies renouvelables	Appui à Konna avec le partenaire EDEN
		Equipement des locaux d'Action Mopti à Mopti de panneaux photovoltaïques	Evaluation des besoins/coûts en panneaux photovoltaïques Equipement d'AM d'un groupe électrogène		Rapport efficacité/coût porte AM vers le choix d'un groupe électrogène

Objectif 3 : Sensibiliser et mobiliser les habitants de Maurepas, et des communes voisines (Coignièrès, de la CASQY) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali	Résultat 9 : Les habitants de Maurepas, et des communes voisines (CASQY, Coignièrès,) ont une meilleure connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali	Organisation de jeux et de séances de sensibilisation (Expositions, films, diaporama) pour les enfants sur la solidarité internationale	679 élèves dans 7 établissements ont assisté à des séances de sensibilisation Edition de crocolivres spéciaux	80% des élèves et étudiants des établissements concernés obtiennent la moyenne aux tests d'évaluation 2 conférences-débats sont organisés 1 Lettre d'information est rédigée et publiée	95% des élèves ont obtenu la moyenne dans les tests d'évaluation 1 conférence organisée 2 lettres rédigées et publiées
		Conférences-débat et manifestations culturelles sur des thématiques du développement, en particulier en Afrique	Organisation d'une conférence		
		Rédaction et publication de lettre d (information et mise à jour du site Internet	Rédaction et publication de 2 lettres d'information Mise à jour du site internet		

1. Qualité de l'implication des principaux partenaires au cours de l'année,

Du démarrage du PADLM 2 jusqu'à la fin de l'an 1, nous avons observé une amélioration progressive de la qualité de l'implication des principaux partenaires.

Des rencontres et des échanges avec l'AFD ont permis de s'accorder sur les difficultés rencontrées et de trouver ensemble des solutions ;

Les différentes rencontres avec la CASQY et le Conseil départemental des Yvelines ont permis de mieux cadrer le projet pêche et ont fortement contribué au démarrage des activités.

L'UNICEF , Care International Mali, PROTOS, PACUM et le PMR/FIDA ont effectué des missions de supervision. Elles ont permis de mieux maîtriser l'état d'avancement des activités ; ce qui a par ailleurs facilité l'obtention des financements additionnels prolongeant ainsi l'activité et élargissant nos financements.

2. Estimations chiffrées des groupes cibles mobilisés en précisant leur nature

Les principaux bénéficiaires du projet se trouvent parmi les 2 037 330 habitants (RGPH 2009) qui peuplent les huit cercles.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, les groupes cibles mobilisés sont : 42 élus, 30 agents communaux, environ 500 membres des organisations de la société civile et des communautés de base ; 1 950 nouveaux et 3 240 anciens membres de groupements de femmes et hommes démunis.

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs au niveau de l'enseignement formel sont tous les élèves des écoles partenaires du premier cycle à Mopti, Sévaré, Konna, Fatoma et Diambacourou qui bénéficient de l'accès au livre et des animations lecture. Concernant les cours dispensés dans les centres Alpha: 312 auditeurs ont été mobilisés : 30 à Sévaré, 12 à Konna, 15 à Médina coura et 255 à Mopti.

Par rapport au nombre des bénéficiaires mobilisés pour les formations, 982 élèves maitres, 104 enseignants, de 17 directeurs et 5 conseillers pédagogiques des écoles partenaires ont été formés à l'animation lecture et à la gestion des coins de lecture.

Dans le domaine de la santé les bénéficiaires sont : 645 ménages, 183 élus, membres des ASACO/ FELASCOM et 30 agents de santé.

Dans le domaine de l'Eau-Hygiène-Assainissement, les bénéficiaires sont : 42 villages et 50 établissements scolaires ont été mobilisés et ont atteint le statut de fin de défécation à l'air libre et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles.

Dans le cadre de l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale, les bénéficiaires sont 679 élèves et enseignants dans 7 établissements scolaires ainsi que les participants de Maurepas et des communes voisines, à la conférence sur les thématiques du développement.

3. Analyse et commentaire en se référant au tableau :

Par rapport au résultat 1 : "Les capacités d'administration et de gestion des collectivités partenaires sont améliorées" :

Les 3 activités programmées ont été entièrement réalisées :

- 18 sur 34 collectivités ont des commissions de travail fonctionnelles ;
- Les 34 collectivités territoriales (100%) ont établi leurs budgets primitifs et élaboré leurs plans de développement et leurs comptes administratifs et organisent des restitutions publiques annuelles;
- Les élus et les membres des OSC ont été formés et renforcés : 42 élus sur 576 (30%) dans 10 communes sur 34; cet écart est dû à l'inexistence de programme spécifique de formation dans le domaine, la non couverture de l'ensemble des 34 communes ; il serait souhaitable de se focaliser sur 10 communes par an dans lesquelles des appuis ponctuels seront faits en décentralisation et gouvernance locale selon la demande et les besoins, de même que pour les agents communaux : 30 sur 102 ont été formés (30%). Les raisons de l'écart sont les mêmes en ce qui concerne les OSC : 500 membres d'OSC formés sur 1100 essentiellement en zone exondée et sécurisée (Mopti, Bandiagara, Bankass et Koro). Donc, de façon générale, les objectifs de départ ont été hypothéqués par la situation sécuritaire délicate (les grands regroupements sont réglementés).

Par rapport au résultat 2 : le processus d'intercommunalité est amorcé dans deux communes :

- Dans le cercle de Mopti, le « Consortium Mopti-Socoura » démarre ses activités dans le cadre du Projet de relance de l'économie locale ; le retard dans le démarrage est dû à la reformulation du projet ; toutes les dispositions sont prises pour la mise en œuvre en seconde année du PADLM 2.

Par rapport au résultat 3 : "l'accès des femmes aux ressources économiques et aux instances de décision est amélioré" :

- Deux (2) activités sur trois (3) prévues ont été réalisées. Il s'agit de la mise en place de 06 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux dans 06 communes et de l'adoption de la PBSG dans les budgets et plans de développement de 09 communes sur 34 (26,50%). Cet écart s'explique par la fin prématurée du projet « ONU-FEMMES » et du report des élections régionales et communales ; l'empowerment économique des anciens et nouveaux groupements du Projet de microfinance rurale (PMR) doit engendrer des résultats dans le cadre du renforcement des capacités économiques des femmes.

Par rapport au résultat 4 : "l'économie locale est relancée grâce à la filière pêche "

L'unité de conservation et de transformation du poisson n'a pas encore été réalisée mais le projet démarre en juin 2015. Ce projet prend en compte le renforcement de l'intercommunalité.

Par rapport au résultat 5 : "La gestion des services sociaux de base dans le secteur de l'éducation est améliorée "

Les 3 principales activités programmées ont été réalisées :

- Concernant l'appui à l'amélioration de la lecture et l'expression en français des enseignants et élèves maîtres de façon durable, 982 (98%) sur 1000 prévus ont été formés ;
- Par rapport à l'appui à l'éducation formelle, 3 salles de classes sont en cours de réhabilitation à Bogu ;
- Concernant l'accompagnement de l'Alliance Franco-Malienne de Mopti dans la mise en place d'événements culturels et éducatifs (cours en ligne par Internet, formation aux NTIC), 100% du programme d'animation est réalisé.

En alphabétisation fonctionnelle, la non ouverture des centres alpha de Youwarou et Tenenkou (recrudescence des attaques armées) a joué négativement sur les résultats ; l'effectif des auditeurs a baissé également du fait de la démotivation des guides touristiques qui en composaient une partie importante.

Par rapport au résultat 6 : " la fourniture des services sociaux de base en santé est améliorée"

Les 3 activités planifiées ont été réalisées :

- Concernant la promotion des pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes, 645 ménages sur 500 prévus, plus de 100% ont été formés aux bonnes pratiques ;
- Concernant le renforcement des capacités en gouvernance et de la qualité des services en santé, 183 élus, membres des ASACO/FELASCOM ont été formés, 30 agents en SR formés et 2 CSCOM en cours de réhabilitation ;
- Par rapport au renforcement de la prévention du palu et de la malnutrition, plus de 100% des concessions prévues ont été visitées et 613 enfants référés.

Les écarts de réalisation concernent essentiellement la non réalisation des émissions radio ; ce qui sera corrigé rapidement à Mopti avec la signature de contrat avec 4 radios de proximité (en synergie avec PACUM) ; à Youwarou dans le cadre du nouveau projet « santé de la reproduction et droits reproductifs et sexuels », un contrat signé avec 2 radios locales : Abba et Dandé Deboye.

Par rapport aux prévisions, il serait souhaitable de se concentrer sur un CSCOM par cercle sauf à Youwarou avec 2 CSCOM (nouveau projet à Gathy et Dirma) et Mopti-ville (Medina Coura et Sévaré 3) en plus de Madiama à Djenné (1CSCOM), Kori Maoudé à Bandiagara (1) et Borondougou, cercle de Mopti (1). Les autres activités du PADLM 2 sont également concentrées dans ces communes.

Par rapport au résultat 7 : "la fourniture des services sociaux de base en eau, hygiène et assainissement est améliorée"

Les résultats sont très satisfaisants eu égard au degré d'amélioration de l'hygiène et assainissement dans les villages (60%) qui ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles et en milieu scolaire : 90% des établissements scolaires ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement.

Par rapport au résultat 8 : " Le développement durable et le recours aux énergies renouvelables sont renforcés"

Une activité spécifique concernant le renforcement des capacités en entretien et utilisation des équipements et kits solaires a été menée à Konna.

Concernant l'équipement des locaux d'Action Mopti en énergie solaire, le rapport efficacité/coût porte AM vers le choix d'un groupe électrogène dont l'achat est imminent du fait des délestages et coupures fréquentes de courant.

Par rapport au résultat 9 : " Les habitants de Maurepas, et des communes voisines (CASQY, Coignières,) ont une meilleure connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali"

Les principales activités planifiées ont été réalisées et les résultats sont atteints:

- 95% des élèves ont réussi leurs tests d'évaluation ;
- Une conférence organisée sur deux prévus ;
- Deux lettres rédigées et publiées.

4. Actions spécifiques réalisées en matière de prise en compte du genre et d'égalité hommes/femmes

- **Genre et décentralisation:** 09 communes sur 34 ont adopté la planification/budgétisation sensible au genre (PBSG) ; le développement du leadership féminin et la participation des femmes aux élections et aux instances de prises de décisions est lié à l'organisation des élections régionales et communales prévues en octobre 2015.
- **Autonomisation économique des femmes rurales :** 6 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux (oignon, fonio, tomate, mangue, bisap etc.) ont été mises en place dans les communes de Dungal Boré, Kounari, Mopti, Dandougou-Fakala, Pignari-Bana et Dougoutènè1 qui ont reçu chacune 05millions de francs CFA.

5. Actions de valorisation et de communication données au projet :

- Un reportage de 6 minutes sur les réalisations du PACUM, produit et diffusé ;
- les cérémonies de certifications des villages ATPC diffusées dans les journaux télévisés de l'OTRM ;
- La rédaction et la publication de deux lettres d'Action Mopti, en décembre 2014 et mai 2015, diffusées à travers le site www.actionmopti.org ainsi que leur distribution auprès des partenaires ;
- Une (1) conférence sur le Mali « Diagnostic d'une crise » organisée à Maurepas.

IV/ Conclusion de la période écoulée - (3 pages maximum)

1. Conclusion de la période écoulée et appréciation globale concernant l'évolution du projet et le degré de réalisation,

Globalement le niveau de réalisation des activités prévues pour la première année du PADLM 2 est atteint, sauf dans le domaine des formations en décentralisation et gouvernance locale.

Au niveau de la planification/budgétisation sensible au genre, les activités prévues ont été réalisées dans 9 communes, soit moins de la moitié des 34 communes.

Au niveau de la gouvernance et du renforcement des capacités de la société civile, des cadres de concertations ont été organisés entre les acteurs locaux et les OSC ont été formées (ASACO, FELASCOM, CGS, AME etc.) sur les politiques nationales et leurs rôles et responsabilités.

Dans le domaine de l'Eau-Hygiène-Assainissement, les réalisations ont dépassé les prévisions dans le cadre de la promotion de l'hygiène et assainissement dans les villages et les établissements scolaires.

Dans le domaine de la santé et celui de l'éducation, le taux de réalisation des activités a atteint la prévision.

2. Le cas échéant, impact mesurable des actions par rapport aux objectifs fixés, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et de l'impact environnemental

Le programme a contribué à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté : meilleur accès des populations aux infrastructures et services de base, notamment dans les secteurs OMD, santé, éducation, eau, hygiène et assainissement, sans pour autant nous permettre d'en mesurer l'impact.

3. Impact mesurable en matière de prise en compte du genre et d'égalité hommes/femmes

L'Appui au renforcement des capacités économiques des femmes a permis l'installation de 6 unités de conservation et de transformation des produits locaux dans 6 communes rurales.

L'appui à l'intégration de la dimension genre dans les stratégies, politiques et programmes de développement ainsi que la budgétisation des communes a permis à 9 communes d'adopter la planification/budgétisation sensible au genre.

Dans le cadre du PACUM, les OSC féminines participent activement aux activités de mobilisation sociale et participation citoyenne des CDQ (comités de développement des quartiers) en menant des actions civiques telles que le curage des caniveaux, l'assainissement des rues etc.

4. Le cas échéant, principales difficultés rencontrées en cours d'exécution

Au cours de la mise en œuvre du PADLM 2 An 1, les principales difficultés rencontrées sont :

- le non accès aux contributions financières de PGP/USAID, AESN et SEDIF
- la suspension des financements des projets en partenariat avec ONUFEMMES
- la diminution des contributions financières de certaines communes
- la lenteur de façon générale dans la mise à disposition des fonds alloués aux activités par certains bailleurs
- la situation sécuritaire difficile dans la région de Mopti, caractérisée par les attaques des groupes armés qui ont touché presque tous les cercles

5. Le cas échéant, actions de capitalisations et/ou de plaidoyer réalisées

6. Si évaluation intermédiaire, interne ou externe, réalisée : principales conclusions.

L'arrêt des comptes de 2014 a livré les conclusions suivantes :

- Les états financiers donnent une image fidèle de l'ensemble des activités de l'ONG (Cf. les conclusions en Annexe)

- En ce qui concerne le respect des termes des accords de financement, l'ONG Action Mopti a respecté les clauses des conventions des partenaires dans leurs aspects les plus significatifs

7. Le cas échéant, état de la mise en œuvre des engagements particuliers tels que spécifiés dans la convention (paragraphe 6).

La forme juridique, le siège social, l'objet et l'activité d'Action Mopti demeurent inchangés.

La mise en œuvre de la présente convention n'a pas nécessité l'obtention d'autorisation par loi ou réglementation. Toutefois, Action Mopti dispose d'un accord-cadre avec les autorités maliennes qui fait obligation de dépôt de son rapport annuel auprès du ministère de l'administration territoriale malienne.

Le document du programme n'a pas subi une modification substantielle.

Tous les salariés d'Action Mopti disposent d'un contrat de travail, sont inscrits à l'INPS et à l'Assurance Maladie Obligatoire. Action Mopti est à jour par rapport à ses obligations fiscales (paiement des impôts, traitements sur les salaires- ITS, taxe sur le logement).

Les achats et marchés dont le coût unitaire est supérieur à 5000 € réalisés en an1 PADLM 2 sont :

DESIGNATION	MONTANT CFA	MONTANT EN EURO	Observation
Etude situation de référence du PADLM	4 554 965	6 944	Passation de marché en consultation restreinte
Etude hydrogéologique de projet de réalisation de puits à grand diamètre	4 500 000	6 860	Passation de marché en consultation restreinte
Réhabilitation école BOGO commune rurale de Borondougou	9 148 660	13 947	Passation de marché sur Consultation restreinte
Achat groupe électrogène	6 712 000	14 918	Passation de marché sur Dossiers d'appel d'offre
Achat voiture Toyota	15 658 000	23 870	Achat chez CFAO, unique concessionnaire, agréé au Mali
Achat pinasse avec 2 moteurs hors-bords	6 654 684	10 145	Passation de marché en consultation restreinte

Aucun achat ou marché de services d'un montant supérieur aux seuils ci-dessous n'a été réalisé. Il s'agit de :

100 000 € pour les marchés de prestation intellectuelles et marchés de services ;

500 000 € pour les marchés de travaux et de fournitures.



COMPTE RENDU FINANCIER AN 1 PADLM 2

ANALYSE ET COMMENTAIRES

